

**CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DES FLANDRES  
2 RUE DE LA BATELLERIE CS 94523  
59386 DUNKERQUE CEDEX 1**

**MARCHÉ A PROCEDURE ADAPTEE  
Publication au BOAMP et au JOUE**

**Marché n°03-2025 Réfection du système de contrôle d'accès des sites de la  
CPAM des Flandres**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES**

**(C.C.A.P.)  
TOUS LOTS**

**Date limite de réception des offres : 12/05/2025 à 11h00**

## **ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES**

### **1.1. OBJET DU MARCHÉ**

La présente consultation est un marché de travaux qui a pour objet la réfection du système de contrôle d'accès des sites de la CPAM des Flandres (Dunkerque et Armentières).

Le marché est décomposé en 2 lots :

- LOT 1 / Electricité
- LOT 2 / Menuiseries Intérieures

Le prestataire sera chargé de mettre en œuvre le projet en prenant parfaitement bien en compte les contraintes techniques ainsi que tous les éléments précisés dans le cahier des clauses techniques particulières.

### **1.2. PARTIES CONTRACTANTES**

Les parties contractantes sont :

- D'une part, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Flandres désignée dans le présent CCAP par l'expression « l'Organisme » représentée par sa Directrice, Madame Magali EVEN;

- d'autre part, l'entreprise, ou le groupement solidaire d'entreprises, Titulaire du marché, désigné dans le présent CCAP par l'expression « le Titulaire ».

Le Pouvoir adjudicateur est la Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Flandres.

Le comptable assignataire est l'Agent comptable de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Flandres.

Les documents pour chacune de ces personnes sont à adresser au siège de l'Organisme :

**2 Rue de la Batellerie  
CS 94523  
59386 DUNKERQUE Cedex 1**

La Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Flandres (et en cas d'empêchement un agent de Direction dûment délégué) a seule qualité pour engager et signer les marchés et avenants.

Le Titulaire désigne, dès la notification du marché, un responsable ayant qualité pour le représenter vis-à-vis de la CPAM ou de son représentant. Ce responsable est désigné dans le présent CCAP par l'expression : « le représentant du Titulaire ».

## **ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes ; elles prévalent les unes par rapport aux autres en fonction de leur ordre et ce en cas de contradiction entre elles :

## **2.1. PIECES PARTICULIERES**

- l'Acte d'engagement
- le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Règlement de consultation (RC)

## **2.2. PIECES GENERALES**

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois de l'établissement des prix, c'est-à-dire le mois qui précède celui fixé pour la date limite de remise des offres (voir règlement de la consultation), soit avril 2025 :

- Le Code des marchés publics en vigueur portant réglementation sur les marchés des Organismes de Sécurité sociale ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux Marchés publics de travaux

## **ARTICLE 3 – DELAI DE LIVRAISON**

Les travaux doivent être **impérativement** terminés et la solution doit être opérationnelle pour le **31/01/2026** sous peine de résiliation du marché.

Le prestataire proposera, à cet effet, un calendrier détaillé comportant les différentes phases et comportant une phase de validation de son contenu. Pour mémoire, les travaux seront à réaliser un site après l'autre (Armentières puis Dunkerque).

## **ARTICLE 4 – PRIX**

La responsable du marché, Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Flandres se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit dans un délai de 30 jours à compter de la réception de facture établie en double exemplaire avec mention "originale" et "duplicata" :

### **4.1. MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT**

Les factures portent, outre les mentions légales et réglementaires, les indications suivantes :

- les nom et adresse du créancier ;
- l'intitulé et le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement ;
- le montant total des prestations exécutées ;
- la date.

Le mode de règlement choisi par la CPAM des Flandres est le virement. Le ou les Titulaires adresseront un relevé d'identité bancaire, postal ou de Caisse d'épargne.

Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points.

#### **4.2. REPARTITION DES PAIEMENTS**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au Titulaire et à ses sous-traitants éventuels.

#### **4.3. CONTENU DES PRIX**

Le marché est traité à prix global forfaitaire.

Le prix est réputé comprendre toutes les dépenses nécessaires au complet achèvement de la prestation.

#### **ARTICLE 5 – PENALITES**

Le Titulaire s'engage à respecter les délais du calendrier qu'il aura établi et joint à son offre. Le non respect de ces délais autorise la CPAM à des pénalités de retard.

#### **ARTICLE 6 – ASSURANCE**

De préférence avant la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, le prestataire et ses éventuels sous-traitants doivent justifier qu'ils sont couverts par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile ainsi qu'au titre de la responsabilité professionnelle en cas de dommages occasionnés aux biens et aux personnes à l'occasion de l'exécution des prestations prévues au marché.

#### **ARTICLE 7 – RESILIATION**

L'organisme se réserve le droit de résilier à tout moment le marché de services en cas de manquement par le prestataire aux obligations énoncées dans le présent cahier des charges.

#### **ARTICLE 8 – GARANTIES JURIDIQUES**

Le Titulaire garantit la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Flandres contre toutes les revendications de tiers relatives à la propriété intellectuelle.

#### **ARTICLE 9 – LITIGES**

Si des difficultés devaient s'élever entre l'Organisme et le Titulaire quant à l'exécution des clauses du présent marché et qu'aucune négociation n'ait abouti, l'affaire sera soumise à la juridiction compétente pour le site de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Flandres.

#### **ARTICLE 10 – SOUS-TRAITANCE**

Les dispositions relatives à la sous-traitance définies au Code des Marchés publics s'appliquent.

Selon, l'article 62 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015, l'organisme précise que les tâches essentielles seront effectuées directement par le titulaire. La sous-traitance ne pourra être proposée que pour des tâches annexes.

## **ARTICLE 11 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE**

1. Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2. Chacune des Parties s'engage notamment à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

3. Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :
- la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
  - les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
  - les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,
4. Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

## **ARTICLE 12 - CLAUSES ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE**

Le Prestataire devra pour les services qui lui sont confiés, adopter les méthodes et moyens qui satisfont les exigences environnementales et s'interdire celles qui y porteraient grief.

Le Prestataire déclare souscrire pour ses recrutements aux principes du développement durable et particulièrement à la formation professionnelle du personnel, la non-discrimination à l'emploi ou l'insertion sociale par l'activité économique.

## **ARTICLE 13 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Le prestataire reste soumis au cahier des clauses administratives générales « travaux ».

## **ARTICLE 14 – SECURITE**

Le titulaire instruit son personnel sur les règles de sécurité du travail, tant générales que particulières. Il veille à faire observer par son personnel les règles de sécurité du travail. Il s'engage à faire respecter auprès de son personnel les règlements intérieurs et de sécurité propre aux différents sites.

## **ARTICLE 15 - PIECES A FOURNIR PAR LE PRESTATAIRE**

Le titulaire du marché produit tous les 6 mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

## **ARTICLE 16 – RETENUE DE GARANTIE**

La retenue de garantie a pour objet de couvrir les réserves à la réception des travaux actées dans un procès-verbal ainsi que les désordres déclarés pendant la durée de garantie de parfait achèvement,

sous réserve que ces désordres n'aient pas eu un caractère apparent au moment des opérations de réception ou que les conséquences de ces désordres n'étaient pas identifiables au moment de la réception.

Conformément au code des marchés publics, il sera prélevé par fractions sur chaque versement autre qu'une avance, une retenue de garantie de 5% sur le montant initial modifié le cas échéant, du montant des avenants.

En cas de groupement solidaire, la garantie est fournie en totalité par le mandataire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées et devant lui être réglées.

La caution personnelle et solidaire pourra être proposée par le candidat en lieu et place de la retenue de garantie.

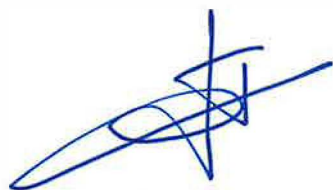
#### **ARTICLE 17 – AVANCE FORFAITAIRE**

Conformément au code de la commande publique, le versement de l'avance au titulaire du marché est possible lorsque le montant initial du marché (ou du lot) est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Comme le prévoit le décret n°2020-1261 du 15 octobre 2020 – art1, lorsque la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé entre 5 % et 30 % du montant initial toutes taxes comprises du marché.

A Dunkerque, le 01-04-2025

Le Pouvoir Adjudicateur  
La Directrice de la CPAM des Flandres



Magali MARCOTTE-EVEN

CAISSE PRIMAIRE  
D'ASSURANCE MALADIE  
2, rue de la Batellerie  
BP 4.523  
59386 DUNKERQUE Cedex 1